



HAL
open science

La Bosnie survivra-t-elle aux accords de Dayton?

Xavier Bougarel

► **To cite this version:**

Xavier Bougarel. La Bosnie survivra-t-elle aux accords de Dayton?. Jean Hannyoy (dir.), Guerres civiles. Economies de la violence, dimensions de la civilité, Karthala, Paris, pp.237-259, 1999. halshs-00216649

HAL Id: halshs-00216649

<https://shs.hal.science/halshs-00216649>

Submitted on 25 Jan 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« La Bosnie survivra-t-elle aux accords de Dayton ? », in : Jean Hannyoy (dir.), *Guerres civiles. Economies de la violence, dimensions de la civilité*, Paris : Karthala, 1999, pp. 237-259.

Xavier BOUGAREL

Depuis la signature des accords de Dayton le 15 décembre 1995, de nombreux observateurs se demandent si la période actuelle conduira à une réintégration progressive de la Bosnie-Herzégovine, ou à sa partition définitive au profit de plusieurs entités stato-nationales. De la réponse à cette question dépend non seulement l'avenir des populations bosniaques, mais aussi, dans une large mesure, l'architecture politique de l'espace yougoslave et de la péninsule balkanique.

Mais si la question de l'avenir politique de la Bosnie-Herzégovine mérite bien d'être posée, encore faut-il qu'elle le soit en des termes appropriés. Or, trois travers peuvent être décelés dans de nombreuses analyses de la situation actuelle :

-elles ne reviennent pas sur les logiques du conflit qui, entre avril 1992 et décembre 1995, a produit cette réalité, et restent prisonnières de visions événementielles ou caricaturales produites par la guerre, voire pour la guerre elle-même ;

-elles reposent sur des oppositions rigides (réintégration / partition, paix / guerre), refusant *a priori* d'envisager l'indétermination actuelle comme un état durable, qui non seulement s'imposerait aux différents acteurs du jeu politique bosniaque, mais dont ces mêmes acteurs s'accommoderaient largement ;

-enfin, elles envisagent la réintégration de la Bosnie-Herzégovine comme un simple processus de décontamination (condamnation des criminels de guerre et lutte contre les "forces nationalistes") et de greffe politique (mise en place d'institutions démocratiques et soutien aux "forces citoyennes"). En cela, elles rejoignent certaines analyses de la situation politique en Europe de l'est en termes aussi linéaires que celui de "transition démocratique", ou aussi creux que celui d'"*open society*".

Ces trois travers sont, à notre avis, fatals pour la Bosnie-Herzégovine. Nous souhaitons donc ici esquisser une analyse construite à partir d'autres constats, et autour d'autres interrogations. En particulier, nous aimerions introduire un aspect de la réalité sociale bosniaque d'avant-guerre, à savoir le *komsiluk*, ce "bon voisinage" qui, par l'entraide quotidienne, l'association aux événements de la vie familiale ou aux fêtes religieuses, organisait la coexistence entre membres de communautés différentes.

Après avoir resitué ce *komsiluk* dans les dynamiques globales du conflit bosniaque, nous verrons quelles réponses les accords de paix (accords de Washington du 18 mars 1994 et accords de Dayton du 15 décembre 1995) ont apporté à ce conflit, et la façon dont les différents acteurs politiques s'y sont adaptés. Puis nous reviendrons sur la réalité du *komsiluk* aujourd'hui pour montrer que l'avenir de la Bosnie-Herzégovine dépend aussi des identités et des mémoires sociales produites par la guerre, et de leurs évolutions dans un après-guerre qui, espérons-le, ne fait que commencer.

I- La Bosnie-Herzégovine après Dayton : la politique comme continuation de la guerre ?

A- La guerre comme définition conflictuelle de la communauté politique légitime

De 1992 à aujourd'hui, les analyses du conflit bosniaque ont été dominées par deux catégories, la fatalité (haines ancestrales, revanche des campagnes, etc.) et la responsabilité (agression serbe, fondamentalisme islamique, vengeance des campagnes, etc.), celles-ci se mêlant dans les présentations du conflit comme inévitable reprise, car nécessaire revanche, des affrontements de la Seconde Guerre mondiale.

Certes, la responsabilité de certains acteurs politiques dans le déclenchement du conflit est manifeste, à commencer par la Serbie de Slobodan Milosevic, et sans oublier la Croatie de Franjo Tudjman, une armée yougoslave à la dérive, ou encore les trois partis nationalistes au pouvoir en Bosnie-Herzégovine depuis 1990: le Parti de l'action démocratique (SDA, musulman), le Parti démocratique serbe (SDS) et la Communauté démocratique croate (HDZ). De même, il serait vain de nier certaines fragilités constitutives de la société bosniaque: nombreux sont ceux qui aiment à rappeler que mosquées et églises cohabitaient dans le même espace, mais peu se souviennent que l'ezan du muezzin et le carillon du clocher se faisaient rarement entendre en même temps. Dans ce contexte, le *komsiluk* était moins l'expression d'une tolérance abstraite que la réassurance quotidienne du caractère pacifique des rapports entre des communautés distinctes, façonnées par l'Empire ottoman et perpétuées par la modernisation culturelle et politique de la Bosnie-Herzégovine¹.

Une insistance démesurée sur les fatalités ou les responsabilités associées au conflit bosniaque en dissimule toutefois les dynamiques, et en interdit toute compréhension véritable. Ainsi, l'idée d'une revanche des campagnes, d'un conflit entre des "bouseux" ("*papci*") barbares et une ville civilisée masque le fait que, dans une société dont l'urbanisation rapide a bouleversé les équilibres traditionnels, les citoyens d'aujourd'hui ne sont jamais que les bouseux d'hier. De même, l'éternel débat sur le conflit bosniaque comme guerre civile (au sein d'un Etat) ou guerre d'agression (d'un Etat contre un autre) dissimule le fait fondamental de la période 1991-1996, à savoir la recomposition des réalités et des légitimités étatiques de l'espace yougoslave et, plus concrètement, le passage d'un Etat plurinational (la République fédérative socialiste de Yougoslavie) à des Etats constitués sur un modèle stato-national.

Le cas de la Croatie montre bien l'avancée de ce processus, quand le cas de la Serbie (associée au Monténégro au sein d'une nouvelle République fédérale de Yougoslavie) en souligne plutôt l'inachèvement. Le cas de la Bosnie-Herzégovine, quant à lui, en révèle la violence et les apories. En effet, plutôt qu'une guerre civile ou une guerre d'agression au sens strict, le conflit bosniaque est un conflit sur la définition même de l'Etat ou, plus précisément, de la communauté politique légitime à laquelle il se réfère.

Contrairement à ce que suggère la distinction usuelle entre "partis nationalistes" et "partis citoyens", tous les partis présents en Bosnie-Herzégovine partagent une même définition de la communauté politique légitime, à savoir une communauté identifiée à un territoire, et fondée sur l'allégeance prioritaire de ses membres à l'Etat exerçant sur ce territoire le monopole de la

¹ Voir le chapitre III ("Bon voisinage et crime intime") de notre ouvrage: *Bosnie. Anatomie d'un conflit*, La Découverte, Paris, 1996.

violence légitime. En clair, toutes les forces politiques bosniaques ont une définition moderne – nationale et citoyenne – de la communauté politique légitime, le concept de citoyen restant indissociable de celui de nation. Le conflit bosniaque porte donc moins sur la définition de la communauté politique légitime que sur celle de ses frontières identitaires et territoriales, l'opposition entre "partis nationalistes" et "partis citoyens" renvoyant en fait à une distinction plus subtile entre nationalisme culturel (ou identitaire) et nationalisme politique (ou territorial)².

Cette configuration des forces politiques bosniaques explique certains faits souvent négligés dans les analyses du conflit bosniaque, et pourtant essentiels pour sa bonne compréhension. Ainsi, avant de s'affronter sur le partage territorial de la Bosnie-Herzégovine, les partis nationalistes ont constitué de novembre 1990 à avril 1992 une coalition gouvernementale hostile aux partis citoyens, que le SDA et le HDZ ont réactivé aussitôt après la création de la Fédération croato-musulmane par les accords de Washington (18 mars 1994). Pour les partis nationalistes, en effet, la priorité est d'empêcher toute vague de "mobilisation citoyenne" qui transcenderait les clivages communautaires. Inversement, l'impuissance des partis citoyens face à la "montée des nationalismes" s'explique par leur propre fascination pour le modèle stato-national, et leur incapacité à en percevoir les apories: cela explique qu'ils aient approuvé l'idée suicidaire d'un référendum d'autodétermination en mars 1992, et sacrifié ainsi – *volens nolens* – la préservation de la société pluricommunautaire bosniaque à la reconnaissance internationale d'un Etat national bosniaque.

Cette réalité du conflit bosniaque comme définition et production conflictuelles de la communauté politique légitime apparaît bien quand il est comparé aux conflits chypriote et libanais. Ces trois conflits, en effet, s'inscrivent dans un processus historique plus large de passage du *millet* ottoman (communauté non-souveraine et non-territorialisée) à la nation occidentale (communauté souveraine et territorialisée). Dès lors, le nettoyage ethnique et le morcellement territorial de la Bosnie-Herzégovine ne renvoient pas à un risque de "balkanisation de l'Europe" mais, bien au contraire, à la violence de l'occidentalisation des Balkans³.

La guerre, en effet, accélère la transformation des identités communautaires héritées de l'ordre politique ottoman en identités nationales territorialisées et antagoniques, comme l'illustrent la cristallisation de l'identité nationale bochniaque (musulmane) au cours du conflit, le passage progressif de milices de village et de quartier à des armées mobiles et centralisées, ou encore la destruction délibérée du *komsiluk* dans le cadre du nettoyage ethnique. Cette dimension du nettoyage ethnique explique pourquoi celui-ci a parfois basculé en "auto-nettoyage ethnique", comme l'illustrent l'exode de certaines populations croates de Bosnie centrale en 1993 et celui des populations serbes de Krajina en août 1995, voire la chute de l'enclave de Srebrenica un mois auparavant.

² Cette distinction est utilisée par Jan Plamenatz, dans un article classique, pour opposer les nationalismes de l'Europe occidentale à ceux de l'Europe centrale et orientale (voir J. PLAMENATZ, "Two Types of Nationalism", dans E. KAMENKA (ed.), *Nationalism. The Nature and Evolution of an Idea*, E. Arnold Ltd, Londres, 1973). Elle a récemment été rediscutée et contestée par Alain Dieckhoff (voir A. DIECKHOFF, "La déconstruction d'une illusion: l'introuvable opposition entre nationalisme politique et nationalisme culturel", *L'Année sociologique*, vol. XCVI, n° 1, 1996).

³ Sur le passage du *millet* à la nation, voir K. KARPAT, *An inquiry into the Social Foundations of Nationalism in the Ottoman State: from Social Estates to Classes, from Millet to Nations*, Center of International Studies, Princeton, 1973. Sur la balkanisation comme occidentalisation, voir G. CORM, *L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation, histoire d'une modernité inachevée*, La Découverte, Paris, 1989.

Aussi choquant que puisse paraître un tel constat, le nettoyage ethnique ne constitue pas un relent de barbarie, mais un vecteur sanglant de modernisation politique⁴. Les violences intimes et traumatisantes liées au nettoyage ethnique visent en effet à transformer irréversiblement les anciens *komsije* ("voisins") en assassins et en réfugiés, en bourreaux et en victimes. Or, cette destruction du *komsiluk* participe du passage du *millet* à la nation, et ce à plusieurs titres. Elle est, tout d'abord, indissociable de la territorialisation violente des communautés, d'un double processus d'homogénéisation démographique des territoires et d'enfermement territorial des populations. Mais elle favorise aussi la prédominance des clivages communautaires sur des identités locales partagées et, au-delà, la politisation d'identités et de pratiques sociales encore prépolitiques et infrapolitiques⁵.

Dans une brochure justement intitulée "*Komsije*" ("Les voisins"), l'armée bosniaque appelle ainsi les combattants à pratiquer "le *komsiluk* entre Bochniaques-musulmans", ce rétrécissement étant présenté comme "la garantie de la survie de la communauté bochniaque-musulmane"⁶. Cette même armée recrute les combattants de ses unités mobiles parmi les victimes du nettoyage ethnique, comme l'illustre le cas du VIIe Corps, constitué de réfugiés de la région de Banja Luka. Dans les deux cas, la destruction du *komsiluk* permet cette politisation et cette territorialisation qu'implique le passage du *millet* à la nation, de la civilité ottomane à la citoyenneté occidentale⁷.

B- Les accords de paix: une construction politique ambiguë et inachevée

Si le conflit bosniaque rappelle la violence du passage du *millet* à la nation dans la péninsule balkanique, il en révèle aussi toutes les apories. De ce point de vue, les accords de paix s'inscrivent bien dans la dynamique générale du conflit bosniaque, et en constituent un aboutissement logique.

Ces accords constituent en effet le terme d'un vaste mouvement de décomposition et de recomposition politiques, perceptible tout au long du conflit: en mars 1994, la crise des communautés musulmane (été 1993) et croate (hiver 1993/94) permet la conclusion des accords de Washington, ceux-ci figeant alors les lignes de front croato-musulmanes et permettant au SDA et au HDZ de restaurer leur hégémonie sur leurs communautés respectives. Vingt mois plus tard, l'effondrement militaire et la crise politique de la communauté serbe ouvrent la voie à des accords de Dayton qui restaurent l'autorité de S. Milosevic et pérennisent l'existence de la République serbe.

Dans les deux cas, ces accords permettent d'éviter les périls de décompositions plus profondes (effondrement militaire et implosion politique des communautés) et les difficultés de recompositions plus nettes (réintégration ou partition territoriale de la Bosnie-Herzégovine), mais donnent naissance à des constructions politiques extrêmement complexes et friables. "Etat segmentaire", "fiction d'Etat unitaire", "Etat juridiquement et politiquement instable": les observateurs s'accordent pour souligner le caractère paradoxal et inachevé de la

⁴ Voir C. SORABJI, "A very Modern War: Terror and Territory in Bosnia-Herzegovina", dans R. HINDE / H. WATSON (ed.), *War: a Cruel Necessity? The Bases of Institutionnalized Violence*, Tauris, Londres, 1994.

⁵ Voir X. BOUGAREL, "Bon voisinage et crime intime", op. cit., et J. ZUPANOV, "Jugoslovenska ideja pod rusevinama Vukovara", dans *Poslije potopa*, Globus, Zagreb, 1995.

⁶ M. SPAHIC, *Komsije*, Vojna biblioteka, Sarajevo, 1994.

⁷ Voir J. LECA, "Individualisme et citoyenneté", dans J. LECA / P. BIRNBAUM (dir.), *Sur l'individualisme*, Presses de la FNSP, Paris, 1986.

construction daytonienne⁸. Et, de fait, l'application des accords de Dayton n'a cessé de se révéler délicate et imprévisible.

Sur le plan territorial, la délimitation entre entités constitutives (Fédération croato-musulmane et République serbe) a été réalisée sans difficultés majeures par l'Ifor (*Implementation Force*), mais a renforcé les logiques territoriales en consolidant la ligne de démarcation entre Fédération croato-musulmane et République serbe. Au sein même de la Fédération, divisée en cantons (cinq musulmans, trois croates et deux "mixtes"), des limites administratives formelles continuent de se superposer à des lignes de front bien réelles, comme le montrent la partition persistante de Mostar ou la prolifération des "communes croates" dans les cantons mixtes et musulmans. Enfin, l'arbitrage international sur le statut de la ville de Brcko, clef de voûte de la construction daytonienne, a été repoussé d'un an en décembre 1996.

De même, sur le plan institutionnel, et malgré les pressions du Haut Représentant de l'ONU Carl Bildt, les institutions centrales et fédérales ne se sont mises en place que très lentement, et ont vite été paralysées par les conflits entre partis nationalistes. Pendant que la République serbe refusait de participer aux institutions centrales bosniaques, le HDZ maintenait sa république autoproclamée d'"Herceg-Bosna", et le SDA monopolisait le pouvoir dans les territoires qu'il contrôle. Et si la Fédération s'est peu à peu attribué certaines fonctions régaliennes (adoption de lois sur la monnaie et sur la défense), c'est au prix de multiples ambiguïtés (coexistence du dinar bosniaque et de la kuna croate, subdivision de la future armée fédérale en trois corps d'armée musulman et un corps d'armée croate) et d'une mise en oeuvre passablement chaotique.

Au demeurant, les rares avancées institutionnelles se font au prix de pressions diplomatiques intenses, les Etats-Unis menaçant à plusieurs reprises la République serbe de rétablir des sanctions économiques, et la Fédération croato-musulmane de mettre fin à son assistance militaire. L'application des accords de paix se traduit donc moins par une restauration de la souveraineté de l'Etat bosniaque que par un renforcement de ses tutelles extérieures. Cela est d'autant plus vrai que, bien souvent, les acteurs internationaux s'appuient sur la Croatie ou la République fédérale de Yougoslavie pour maîtriser l'évolution politique des entités bosniaques, renforçant ainsi l'emprise de ces Etats sur la Bosnie-Herzégovine.

En apparence, cet enchevêtrement de territorialités multiples, de souverainetés concurrentes et de tutelles croisées que constitue désormais la Bosnie-Herzégovine se situe aux antipodes du modèle stato-national. Pourtant, la construction daytonienne ne peut se comprendre qu'en référence à ce modèle. D'une part, les accords de paix entérinent une avancée du principe stato-national en Bosnie-Herzégovine, à travers l'identification de chaque communauté à certaines entités territoriales (Fédération croato-musulmane et République serbe, cantons musulmans et croates, etc.) et le remplacement du communautarisme institutionnel d'avant-guerre, mâtiné de citoyenneté, par un communautarisme strict et territorialisé. D'autre part, les accords de paix complexifient plus qu'ils n'empêchent la mise en oeuvre de projets nationalistes en Bosnie-Herzégovine. Ainsi, l'"Herceg-Bosna" a poursuivi son intégration à l'espace économique et politique croate, et la République serbe a conclu en février 1997 un accord d'association avec la République fédérale de Yougoslavie.

⁸ Voir L. COHEN, "Fragile Peace in a Segmented State", *Current History*, vol. XCV, n° 599 (mars 1996), M. J. CALIC, "Bosnien-Herzegowina nach Dayton: Chancen und Risiken für den Frieden", *Aussenpolitik*, vol. XLVII, n° 2 (avril 1996), et T. TARDY, "Les accords de paix en Bosnie-Herzégovine: de la Forpronu à l'Ifor", *Relations Internationales et Stratégiques*, vol. VI, n° 21 (printemps 1996).

Plus largement, les accords de Dayton ont contribué à l'ancrage du modèle stato-national dans l'espace yougoslave, en entérinant la transformation de la Croatie en Etat-nation, et en concentrant les contradictions nationales de cet espace sur la seule Bosnie-Herzégovine. La construction daytonienne ne signale donc pas un épuisement du modèle stato-national, mais sa diffusion erratique et paradoxale, de même que d'autres espaces résiduels complexes (Chypre, Cisjordanie, etc.) renvoient à la constitution préalable d'Etats-nations (Grèce et Turquie, Israël, etc.) au sein d'espaces pluricommunautaires plus vastes. Les accords de Dayton reflètent donc bien les apories du passage du *millet* ottoman à la nation occidentale en Bosnie-Herzégovine, et il n'est dès lors pas surprenant que leur principale ambiguïté concerne la définition de la communauté politique légitime:

-la nouvelle Constitution bosniaque, annexée aux accords de Dayton, déclare que la Bosnie-Herzégovine "conserve son existence en tant qu'Etat en droit international" mais "se compose de deux entités, la Fédération [croato-musulmane] de Bosnie-Herzégovine et la République serbe", celles-ci pouvant "établir des relations bilatérales particulières avec les Etats voisins, dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine". De même, cette Constitution stipule qu'"il existe une citoyenneté de Bosnie-Herzégovine (...) et une citoyenneté de chaque entité", en précisant que, "sous réserve d'un accord bilatéral, (...) les citoyens de Bosnie-Herzégovine peuvent jouir de la citoyenneté d'un autre Etat"⁹. Dans cette Constitution, la question de la communauté politique légitime reste irrésolue;

-ces accords pérennisent la territorialisation des communautés en reconnaissant deux entités constitutives distinctes, mais évoquent la création d'un "Etat rassemblant les peuples de Bosnie-Herzégovine dans un cadre social et politique qui permettra au pays de trouver sa juste place en Europe"¹⁰ et affirment que "tous les réfugiés et personnes déplacées ont le droit de rentrer librement dans leurs foyers"¹¹. L'idée sous-jacente aux accords de Dayton est donc que la réintégration politique de la Bosnie-Herzégovine se fera par la simple annulation des conséquences humaines du nettoyage ethnique, et par la mise en place d'un "système politique démocratique fondé sur des élections libres et régulières"¹². Dans ce scénario de "transition démocratique" à la bosniaque, la question de la communauté politique légitime est censée se résoudre d'elle-même.

C- Les élections et l'indéfinition persistante de la communauté politique légitime

Les accords de Dayton prévoient dans les neuf mois suivant leur signature la tenue d'élections générales en Bosnie-Herzégovine, sous la tutelle de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe. Après avoir rappelé que ces élections doivent être "libres, équitables et démocratiques", les accords de Dayton insistent sur les conditions et les modes d'exercice du droit de vote. D'une part, ils stipulent que "tout citoyen de Bosnie-Herzégovine (...) dont le nom figure dans le recensement de 1991 jouira du droit de vote", la Commission électorale constituée par l'OSCE pouvant "prévoir, dans les règlements électoraux, le droit de vote des citoyens non enregistrés lors du recensement de 1991". D'autre part, ils précisent que "tout citoyen ne résidant plus dans la municipalité dans laquelle il résidait en 1991 sera, en règle générale, censé voter (...) dans la dite municipalité", tout en l'autorisant à "demander à la

⁹ "Annexe IV: Constitution de la Bosnie-Herzégovine", dans Ministère des Affaires Etrangères, *Accords de paix concernant l'ex-Yougoslavie*, La Documentation Française, Paris (1996), p. 39-45.

¹⁰ "Conclusion de la Conférence de Londres sur les aspects civils des accords de paix", *idem*, p. 17-21.

¹¹ "Annexe VII: accord sur les réfugiés et personnes déplacées", *idem*, p. 48-51.

¹² "Lignes directrices du Conseil des affaires générales concernant l'ex-Yougoslavie", *idem*, p. 7-9.

Commission [électorale] d'enregistrer son vote dans un autre lieu"¹³. Quelques mois plus tard, plusieurs directives de l'OSCE précisent ces règles et leurs modalités d'application¹⁴.

Or, il s'avère bien vite que la constitution des listes électorales représente le principal, sinon l'unique enjeu des élections prévues pour le 15 septembre 1996. Les procédures d'inscription des électeurs échappent en effet aux seuls représentants de l'OSCE pour être investies par une multiplicité d'acteurs, à commencer par les partis nationalistes qui dominent les commissions électorales locales constituées autour des autorités municipales ou consulaires existantes.

Chaque entité tend alors à utiliser, interpréter, détourner dans son sens les directives de l'OSCE. Ainsi, les autorités de Sarajevo considèrent comme citoyens bosniaques – et donc comme électeurs – de nombreux Musulmans sandzakoï installés en Bosnie-Herzégovine peu avant le début du conflit voire, phénomène marginal mais significatif, les quelques centaines de moudjahidin ayant combattu dans l'armée bosniaque. Inversement, les autorités de la République serbe s'efforcent d'inscrire les quelques 100 000 réfugiés serbes venus de Croatie, y compris, semble-t-il, en leur attribuant l'identité de Serbes bosniaques disparus au cours du conflit.

A ces jeux sur la composition démographique du corps électoral s'ajoutent ceux concernant sa répartition géographique. La moitié de la population bosniaque ayant été déplacée au cours du conflit (1 300 000 réfugiés et 800 000 personnes déplacées), ces jeux prennent une ampleur plus massive et plus flagrante encore. Ainsi, les autorités serbes utilisent le formulaire P-2 (demande de changement de lieu d'inscription) pour concentrer les réfugiés serbes dans certaines municipalités stratégiques et contestées de la République serbe, telles que Brcko ou Zvornik. Les autorités croates font de même, à moindre échelle, dans certaines municipalités d'Herzégovine et de Bosnie centrale. Enfin, les autorités bosniaques s'insurgent contre cet usage abusif du formulaire P-2 (demandant sa suppression et menaçant même de boycotter le scrutin), et poussent au contraire les réfugiés musulmans à s'inscrire dans leurs municipalités d'origine. Mais le SDA sait aussi s'en servir pour affaiblir le poids de l'électorat urbain -plus favorable aux partis citoyens- dans les cantons de Sarajevo et de Tuzla.

A première vue, ces manoeuvres évoquent des pratiques de bourrage des urnes et de découpage électoral qui, pour regrettables qu'elles soient, n'en restent pas moins banales. Le porte-parole de l'OSCE ne dit rien d'autre quand il affirme que le scrutin du 15 septembre a été "raisonnablement démocratique"¹⁵, malgré un corps électoral manifestement surdimensionné et des taux de participation parfois supérieurs à... 100 %. Or, les manipulations et les polémiques auxquelles donne lieu la constitution des listes électorales sont loin de constituer un phénomène marginal.

Outre leur simple importance quantitative, elles montrent que les élections du 15 septembre constituent moins une sortie du conflit qu'une réassertion de ses finalités et un redéploiement de ses pratiques. Ainsi, l'usage massif du formulaire P-2 prolonge les pratiques de nettoyage ethnique, et recouvre des enjeux territoriaux tels que la continuité de la République serbe et de l'"Herceg-Bosna" ou le désenclavement des territoires contrôlés par le SDA. De même, l'inscription dans les listes électorales de personnes ne répondant pas forcément aux critères

¹³ "Annexe III: accord sur les élections", idem, p. 38-39.

¹⁴ Reproduites dans *Nasa Borba* (27 avril / 7 mai 1996).

¹⁵ Déclaration faite par Robert Frowick, représentant de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine, le 29 septembre 1996 (voir *Le Monde*, 1er octobre 1996).

de citoyenneté définis par les accords de Dayton témoigne de la permanence d'un conflit autour de la définition de la communauté politique légitime en Bosnie-Herzégovine.

Les difficultés et les dérives liées à l'organisation des élections du 15 septembre 1996 viennent rappeler que la caractéristique essentielle de la construction daytonienne reste l'indétermination radicale de la communauté politique légitime à laquelle elle se réfère. La preuve en est que l'OSCE s'avère incapable, non seulement d'empêcher le détournement de ses directives, mais aussi d'en fournir une interprétation cohérente: les premières affiches de l'OSCE s'adressent ainsi aux "citoyens de la Fédération et de la République serbe", déclenchant aussitôt un déluge de protestation des autorités bosniaques et des partis citoyens, et son système informatique rejette comme n'étant pas citoyens bosniaques un tiers environ des 28 000 candidats en lice, dont Bogic Bogicevic... dernier représentant bosniaque à la Présidence collégiale yougoslave !

Au-delà de ces aspects anecdotiques, l'indétermination de la communauté politique légitime en Bosnie-Herzégovine explique pourquoi les élections consacrent une nouvelle victoire sans partage des trois partis nationalistes. Comme sa première phase (inscription des électeurs), la seconde phase de la mobilisation électorale (alignements partisans) est dominée par cette question de la communauté politique légitime, et reproduit dès lors ces processus de mobilisations communautaires croisées qui avaient déjà permis aux partis nationalistes d'obtenir 71,1 % des voix en novembre 1990 (SDA: 30,4 %; SDS: 25,2 %; HDZ: 15,5 %, contre 20,5 % pour les deux principaux partis citoyens)¹⁶. Au soir du 15 septembre 1996, la victoire de ces partis nationalistes est plus écrasante encore: ils recueillent 75,6 % des suffrages exprimés, contre 12 % pour les listes pouvant être considérées comme porteuses d'aspirations "citoyennes"¹⁷.

Le SDA, le SDS et le HDZ s'appuient en effet sur l'indétermination persistante de la communauté politique légitime pour mobiliser leurs communautés respectives et étouffer toute velléité de vote-sanction ou de contre-mobilisation "citoyenne":

-l'ambiguïté de la construction daytonienne leur permet d'abord de dissimuler leurs bilans et leurs projets. Alija Izetbegovic (SDA) peut clamer que les accords de paix réaffirment la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine, pendant que B. Plavsic (SDS) affirme que la République serbe est "souveraine à 80 %" ¹⁸, sans expliciter ce curieux pourcentage. De même, les partis nationalistes inscrivent leurs propres ambiguïtés dans celles de la construction daytonienne, le SDA articulant sa campagne autour de deux slogans

¹⁶ Voir X. BOUGAREL, "Bosnie: anatomie d'une poudrière", *Hérodote*, n° 67 (4e trimestre 1992) et K. GOSZTONYI, "Nationalitätenkonflikte in ehemals sozialistischen Ländern. Ein spieltheoretisches Modell", *Ost-Europa*, n° 93 (juillet 1993).

¹⁷ Parmi les partis et listes d'union ayant participé aux élections parlementaires (Parlement de la Fédération et de la République serbe) le 15 septembre 1996, il est possible de distinguer quatre ensembles:

- les trois partis nationalistes dominants (SDA: 39,8 %; SDS: 21,7 %; HDZ: 14,1 %);
- des partis issus de scissions internes à ces partis nationalistes (Parti pour la Bosnie-Herzégovine: 5,9 %; Bloc patriotique démocratique: 1,0 %);
- des partis nationalistes minoritaires et oppositionnels (Parti radical serbe et Parti de l'unité serbe: 3,1 %; Parti croate du droit: 0,6 %);
- des listes opposées aux partis nationalistes et rassemblant des partis à prétention pluricommunautaire ou citoyenne (Liste Unie: 6,9 %, Alliance pour la paix et le progrès: 5,1 %).

¹⁸ Déclaration de B. Plavsic citée dans *Nasa Borba* (14 août 1996).

difficilement compatibles: "Pour une Bosnie souveraine, intégrale et démocratique" et "Sur notre terre, dans notre foi" ("*Na nasoj zemlji, u nasoj vjeri*").

-cette même ambiguïté leur permet de faire de la simple réassertion politique de leurs communautés respectives l'enjeu central des élections, au détriment de possibles débats intracommunautaires ou transcommunautaires. Dans ce cadre, les partis nationalistes qualifient le vote pour la Liste unie ou l'Alliance pour la paix et le progrès de trahison communautaire et de suicide politique. Comme en 1990, la mobilisation de chaque communauté vient alors justifier et alimenter celle des autres, ce que suggère cet autre slogan électoral du SDA: "Les Serbes [voteront] pour eux, les Croates on sait [pour qui], et vous ?" ("*Srbi ce za se, Hrvati zna se, a vi ?*").

En 1996, ces nouvelles mobilisations communautaires croisées ne s'accompagnent pas d'une coalition électorale entre partis nationalistes, même s'il est possible de parler de services rendus: les propos d'un imam appelant au djihad lors d'un meeting tenu à Capljina, en plein territoire croate, sont de toute évidence un dérapage contrôlé, et A. Izetbegovic en personne aurait demandé au médiateur américain Richard Holbrooke de laisser le SDS participer aux élections¹⁹. Mais, contrairement à ce qui s'était passé six ans plus tôt, une coalition explicite entre partis nationalistes n'est plus justifiable au nom du *komsiluk*, ni nécessaire pour en instrumentaliser puis en briser les mécanismes.

II- Logiques communautaires et dynamiques transversales : les clefs d'une réintégration politique ?

A- Crise des médiations locales et primat des logiques communautaires

Au prix d'intenses pressions, et malgré d'évidentes lacunes, les institutions prévues par les accords de Dayton se mettent en place. Sur ce point, et dans la perspective d'une réintégration de la Bosnie-Herzégovine, la mise en oeuvre de ces accords est un réel succès, aussi partiel et précaire soit-il. La victoire des partis nationalistes peut même apparaître comme un mal nécessaire, car elle permet d'insérer dans un cadre institutionnel commun des forces antagoniques, et les contraint à en respecter les règles. Ainsi, Momcilo Krajisnik, représentant de la République serbe, a dû finalement participer aux sessions de la nouvelle Présidence collégiale, et B. Plavsic, Présidente de cette même République, s'est montrée réticente envers l'accord d'association avec la République Fédérale de Yougoslavie, ce qui eut été inconcevable un an auparavant.

Mais l'essentiel n'est pas là. Le déploiement de la construction daytonienne ne fait qu'en souligner l'ambiguïté et la vacuité. Ainsi, les élections n'ont pas seulement révélé l'indéfinition persistante de la communauté politique légitime en Bosnie-Herzégovine, mais aussi le hiatus croissant entre une Bosnie virtuelle, symbolisée par ces institutions communes, et une Bosnie réelle, faite de communautés séparées et de populations déplacées. La restauration d'un cadre institutionnel commun ne s'est nullement accompagnée de la reconstitution d'une société pluricommunautaire, bien au contraire: les tentatives de réinstallation de réfugiés sont restées rares, et se sont le plus souvent soldées par de violents échecs, quand certaines pratiques de nettoyage ethnique se poursuivaient de part et d'autre des lignes de démarcation.

¹⁹ Voir les propos tenus par R. Holbrooke sur CNN au lendemain des élections (*Oslobodjenje*, 17 septembre 1996), ainsi que le démenti d'A. Izetbegovic (*Oslobodjenje*, 23 septembre 1996).

Ce déséquilibre dans l'application des accords de paix apparaît d'autant plus grave qu'il précipite la crise des seuls espaces dans lesquels la société pluricommunautaire bosniaque avait, tant bien que mal, survécu: les espaces urbains²⁰. Dans l'année qui a suivi la signature des accords de Dayton, cette crise des villes a été symbolisée par la démission de l'administrateur européen de Mostar, Hans Koschnik, puis des maires de Sarajevo et de Banja Luka, le maire de Tuzla, Salim Beslagic, restant désormais seul pour incarner la résistance des logiques urbaines aux logiques communautaires.

Hélas pour ses thuriféraires, S. Beslagic ne doit peut-être sa survie politique qu'au report des élections locales, et sa ville – par sa localisation comme par sa population²¹ – ne peut prétendre jouer un rôle autre que symbolique dans la réintégration de la Bosnie-Herzégovine. Les vrais enjeux se situent à Mostar pour les rapports croato-musulmans, et à Sarajevo pour les rapports serbo-musulmans. Or, dans ces deux villes, les accords de paix n'ont pu éviter la poursuite du démantèlement de leur tissu urbain et pluricommunautaire, quand ils ne l'ont pas précipité:

-Mostar s'est retrouvée partagée entre une partie croate (Mostar-ouest) et une partie musulmane (Mostar-est) à partir de mai 1993, sa population serbe ayant été expulsée un an plus tôt. Les accords de Washington ont alors confié à l'Union européenne le soin d'assurer la réunification de la ville et la réinstallation des populations déplacées. Or, malgré les moyens dont a pu disposer l'administration européenne, la partition de Mostar n'a fait que se consolider, tant sur le plan humain qu'administratif. Les élections locales, tenues le 30 juin 1996, ont été précédées d'un partage de Mostar en sept entités distinctes (six municipalités de quartier : trois croates, trois musulmanes et un district central) et n'ont fait que préfigurer les élections générales de septembre. Le HDZ n'a accepté de participer au conseil municipal commun qu'en échange de la nomination d'un maire croate, Mostar restant en fait gérée par deux administrations distinctes et traversée par des flambées de violence brutales et récurrentes;

-Sarajevo est restée assiégée d'avril 1992 à décembre 1995, les forces serbes tenant le quartier de Grbavica, la plupart des faubourgs et la périphérie rurale de l'agglomération sarajévienne. Dans le cadre des accords de Dayton, la République serbe a rétrocédé la plupart de ces territoires à la Fédération croato-musulmane, les négociateurs souhaitant à tout prix éviter la "mostarisation" de Sarajevo. Mais cette réunification territoriale précipitée s'est soldée par l'exode de 60 000 Serbes se trouvant dans la partie serbe, police bosniaque et police croate se livrant en outre à une course de vitesse pour le contrôle des quartiers évacués. Paradoxalement, cette "réunification" de Sarajevo a donc accéléré la décomposition de son tissu urbain et pluricommunautaire, comme le montrent l'émigration de ses habitants serbes et croates, remplacés par des réfugiés musulmans, la volonté du HDZ d'ériger certains quartiers et faubourgs périphériques en "commune croate", ou encore la transformation de l'agglomération sarajévienne en canton, permettant au SDA d'assurer la prédominance de la communauté musulmane et de dissoudre un noyau urbain affaibli dans un environnement rural élargi.

²⁰ Sur les dimensions urbaines du conflit bosniaque, voir les actes du colloque "Villes en guerre en ex-Yougoslavie", organisé en janvier 1996 à La Défense par l'association Parix X-Sarajevo (I. JOSEPH / C. LEVY-VROELANT, *Bosnie: la guerre aux civils*, L'Harmattan, Paris, 1997).

²¹ La ville de Tuzla se situe en effet en plein territoire musulman, et est la capitale du canton musulman de Tuzla-Podrinja. En 1991, sa population comptait 53 % de Musulmans, 19 % de Yougoslaves, 16 % de Serbes et 8 % de Croates. Les mouvements de population provoqués par la guerre en font désormais une ville dont plus de 80 % de la population est musulmane.

Les cas paradigmatiques de Mostar et de Sarajevo révèlent comment les ambiguïtés et les déséquilibres de la construction daytonienne pèsent sur les réalités locales de la Bosnie-Herzégovine d'après-guerre. Inversement, le report par l'OSCE des élections municipales prévues pour le 15 septembre 1996 (décision dans laquelle le test mostarais a été important), comme celui de l'arbitrage sur la ville de Brcko, montre que certains enjeux locaux risquent de faire exploser l'ensemble de cette construction.

Avant tout, le niveau local est celui vers lequel Bosnie virtuelle et Bosnie réelle convergent, et menacent de se télescoper: le report des élections municipales n'a pas d'autre explication. Au niveau de la Bosnie-Herzégovine, en effet, la constitution d'un corps électoral commun reste compatible, dans un premier temps au moins, avec la séparation physique des populations. Au niveau local par contre, l'inadéquation entre population réelle et corps électoral se transforme aussitôt en confrontation de deux légitimités politiques, de deux prétentions territoriales, l'enjeu du scrutin n'étant alors rien d'autre que la validation ou l'annulation du résultat de la guerre. Dans ce contexte, la tenue d'élections municipales risque de provoquer une reprise du conflit, et doit sans cesse être reportée à des jours meilleurs: initialement prévues pour septembre 1996, les élections municipales ont déjà été reportées trois fois et sont désormais prévues pour le 15 septembre 1997. Cette impasse souligne un des paradoxes majeurs de la construction daytonienne, qui prétend effacer les conséquences humaines du conflit tout en institutionnalisant ses résultats politiques.

La question des villes et des élections municipales montre aussi en quoi le conflit a profondément et durablement transformé la société bosniaque. Jusqu'alors, en effet, les médiations locales permettaient d'assouplir les clivages communautaires; désormais, c'est justement au niveau local que ces clivages se cristallisent. Ce renversement renvoie à la politisation et à la territorialisation des communautés pendant le conflit et, au-delà, à la destruction du *komsiluk*. L'idée que le jour du scrutin pouvait être celui des retrouvailles n'a donc pu naître que dans l'esprit de ceux qui ignorent tout des dynamiques de la société bosniaque: en associant à un enjeu politique et territorial la retour physique du réfugié, l'élection transformait au contraire celui-ci en menace immédiate pour ses anciens voisins. En cela, elle a empêché le retour plus qu'elle ne l'a préparé, la Bosnie virtuelle s'édifiant là encore au détriment de la Bosnie réelle²².

Le cas des élections municipales montre enfin en quoi les élections, loin de permettre un dépassement des logiques de guerre, les ont réactivées, et explique pourquoi la réintégration politique de la Bosnie-Herzégovine à laquelle elles sont censées conduire ne s'est pas accompagnée d'une réintégration sociale, mais de son contraire. Il montre aussi comment, dans la Bosnie-Herzégovine de l'après-guerre, incertitudes collectives et personnelles, métapolitiques et infrapolitiques, sont liées. De l'évolution politique de chaque entité et de chaque municipalité dépend en effet, à travers la question des droits de propriété ou de jouissance du parc immobilier, le sort des personnes qui en ont été expulsées, et de celles qui s'y sont installées. Pour ainsi dire, tant que les Bosniaques ne savent pas à quel Etat ils appartiennent, ils ne savent pas dans quelle maison ils habitent. Là encore, ce sont bien les

²² Au demeurant, 24 000 personnes seulement, soit moins de 1 % de l'électorat, ont franchi la ligne de démarcation entre les deux entités pour aller voter dans leur lieu de résidence d'avant 1992, les autres personnes déplacées au cours du conflit ayant utilisé le formulaire P-2, voté par procuration ou dans des bureaux de vote provisoires installés dans les consulats et sur la ligne de démarcation.

logiques du *komsiluk* – où chaque voisin protégeait la maison de l'autre – qui ont été brisées par celles du nettoyage ethnique.

B- L'insuffisance des dynamiques verticales de réintégration politique

Les avantages d'une réintégration politique de la Bosnie-Herzégovine sont évidents, en termes de reconstruction, de démocratisation et de stabilisation de l'espace yougoslave. Mais cette certitude ne doit en aucun cas conduire à nier les évidentes difficultés et le possible échec d'un tel processus. Surtout, une fois admises sa nécessité et sa faisabilité, la question de ses modalités reste entière. Or, sur ce point crucial, les erreurs d'appréciation et de calcul semblent innombrables.

Qu'ils soient serviteurs de la raison d'Etat ou globe-trotters des droits de l'homme, de nombreux observateurs extérieurs pensent que, parce qu'imaginaire, une communauté politique légitime est facilement modelable. Le cas bosniaque montre au contraire que, forcément arbitraire, elle est de ce fait difficilement négociable. De même, en se focalisant sur certaines entorses au jeu démocratique (mainmise des partis au pouvoir sur les médias électroniques, menaces verbales et coups de bâton contre les candidats d'opposition, etc.), ils n'ont pas vu que le véritable biais des élections du 15 septembre se situait au-delà et en deçà de l'espace politique proprement dit. Au-delà, car les partis nationalistes ont utilisé une question métapolitique – celle de la communauté politique légitime – pour susciter les mobilisations croisées qui garantissaient leur victoire. En deçà, car ils ont moins recouru à la terreur politique qu'au chantage administratif – de l'attribution d'un logement à la distribution de l'aide humanitaire – pour contrôler l'inscription et le vote des électeurs.

Aujourd'hui encore, ces mêmes observateurs restent prisonniers de représentations statiques et unidimensionnelles de la réalité bosniaque, et n'en perçoivent pas les dynamiques et les enjeux véritables. En premier lieu, ils raisonnent à partir de scénarios extrêmes, qui opposent le plus souvent une réintégration politique, garantissant la paix et le retour des réfugiés, à une partition territoriale empêchant ce retour et conduisant à une reprise du conflit. Or, les équations sur lesquelles reposent ces scénarios ne sont pas les seules envisageables. Ainsi, le retour des réfugiés passe peut-être par la stabilisation préalable des entités territoriales nées du conflit, qui ôterait à ce retour son caractère de menace politique. De ce point de vue, quand le SDA utilise et médiatise à des fins électorales ou territoriales le légitime désir de retour de certains réfugiés musulmans, il contribue en fait à rendre ce retour impossible²³.

De plus, ces scénarios extrêmes écartent d'emblée celui d'une pérennisation des ambiguïtés et des incertitudes actuelles. Or, une telle hypothèse ne repose pas tant sur le constat d'une simple situation de pat entre acteurs aux visées antagoniques que sur celui de leur accommodation à cette situation. Pour la communauté internationale, en effet, l'indétermination actuelle permet de pacifier la Bosnie-Herzégovine à un coût somme toute acceptable (présence militaire et pressions diplomatiques constantes), quand sa réintégration ou sa partition impliquerait des coûts rédhibitoires (financiers dans le premier cas, juridiques et moraux dans le second) et risquerait de réveiller ses propres dissensions. Pour les partis

²³ Depuis décembre 1995, plusieurs tentatives de réinstallation de réfugiés musulmans ont eu lieu dans certains villages situés en République serbe, et proches de la ligne de démarcation. La plupart se sont soldés par de violents incidents (jets de pierres et bastonnades, tirs d'armes automatiques et de mortiers, etc.). Mais, dans certains cas au moins, ces retours ratés semblent avoir été savamment orchestrés par les autorités bosniaques, et encadrés par des membres des unités spéciales de l'armée bosniaque déguisés en civils. Inversement, d'autres retours plus informels et plus discrets se sont apparemment déroulés sans incidents majeurs.

nationalistes également, cette situation présente des avantages évidents, car elle produit ces incertitudes sur lesquels ils s'appuient pour réactiver les logiques communautaires. Même les partis citoyens en tirent un certain profit, car elle leur permet de dénoncer l'hypocrisie des uns et des autres tout en faisant l'impasse sur leurs propres contradictions, pourtant clairement perceptibles dans leur attitude avant, pendant et après les élections.

Ainsi, en février 1996, les deux principaux partis de la Liste unie (le Parti social-démocrate – SDP, ex-communiste – et l'Union des sociaux-démocrates bosniaques – UBSD) ont refusé de se joindre à une "*Déclaration sur la Bosnie souveraine*" initiée par le SDA et le Parti pour la Bosnie-Herzégovine, scission du SDA menée par l'ancien Premier Ministre Haris Silajdzic. Cette déclaration, en effet, visait à étouffer tout débat sur les responsabilités et les finalités politiques du SDA, ce qu'elle est largement parvenue à faire. Ces mêmes partis citoyens ont rejeté l'idée d'un boycott du scrutin, lancée par le SDA pour s'opposer au formulaire P-2, et hésité avant de présenter des candidats en République serbe. Enfin, à l'issue des élections, le SDP s'est rapproché du SDA pour préserver ses positions dans l'appareil d'Etat, quand l'UBSD constituait un "gouvernement alternatif" en s'alliant à certains partis de l'Alliance pour la paix et le progrès, coalition hétéroclite qui rassemblait en République serbe les forces politiques proches... de S. Milosevic !

Il ne s'agit pas là de dénigrer ces partis citoyens, mais de souligner l'insuffisance des dynamiques verticales pour assurer la réintégration en Bosnie-Herzégovine, que ce soit "par en haut" – en partant des accords de paix et de leurs dispositifs d'application – ou "par en bas" – à partir des partis et des mouvements citoyens. Car, tant que la société bosniaque reste dominée par des logiques communautaires, celles-ci ne cessent de se redéployer dans les institutions communes et les initiatives citoyennes, paralysant les premières et étouffant les secondes. En d'autres termes, les eaux citoyennes censées fertiliser le terreau bosniaque, par ruissellement ou par capillarité, finissent toujours par se perdre dans les canaux du communautarisme.

Généralement, ce type d'effets pervers est imputé au caractère inachevé et ambigu des accords de Dayton. Les représentants des partis et mouvements citoyens regrettent ainsi à intervalles réguliers que ces accords aient fait la part trop belle aux logiques communautaires, avant d'en demander généralement... une mise en oeuvre plus conséquente ! Ce faisant, ils oublient que l'ambiguïté et l'inachèvement des accords de paix étaient la condition *sine qua non* de leur signature, et ouvraient de larges espaces d'action et de recomposition politiques. Certes, ces espaces ont rapidement été envahis par les logiques communautaires et les partis nationalistes. Mais la cause de ce désastre réside moins dans les contradictions pratiques des accords de paix que dans les apories de leur idéologie politique implicite, idéologie dont les discours citoyens ne sont, après tout, qu'une traduction en termes avantageux.

Les représentants des partis et mouvements citoyens, sans oublier leurs supporters et sponsors extérieurs, sont en effet les premiers à chanter les louanges de la démocratie parlementaire et de l'économie de marché, et à raisonner en termes de transition démocratique. Or, l'idée que la main invisible du marché pourrait constituer le ciment de la société bosniaque s'est avérée aussi illusoire que celle de son remodelage par le gant de velours de la démocratie. L'apparition de vastes foires aux points de passage entre entités constitutives n'a aucune incidence politique, et ne fait que perpétuer les multiples trafics qui ont prospéré pendant la guerre, et l'ont en partie alimenté²⁴. A un niveau plus institutionnel,

²⁴ Voir X. BOUGAREL, "L'économie du conflit bosniaque: entre prédation et production", dans F. JEAN / J.C. RUFFIN, *Economie des guerres civiles*, Hachette, Paris, 1996.

les logiques politiques continuent de dominer les logiques marchandes, comme le montrent les dérives de la reconstruction économique²⁵. Il n'y a donc pas, et ne peut y avoir de reconstitution verticale –autoritaire ou spontanée – d'une société pluricommunautaire et d'une citoyenneté partagée, ni à partir des institutions politiques, ni à partir des échanges économiques, ni même à partir du *komsiluk*, ou de ce qu'il en reste après trois ans et demi de guerre.

C- Au-delà du *komsiluk*: l'enjeu central des identités et des mémoires de guerre

Et que reste-t-il du *komsiluk* ? Dans certains quartiers ou villages, dans certaines rues, sur certains paliers, les voisins ont maintenu dans les circonstances difficiles de la guerre les règles de réciprocité et d'entraide qui fondaient le *komsiluk*. Les voisins d'hier sont les voisins d'aujourd'hui. Mais, aussi exemplaires que soient ces situations, elles ne représentent qu'un *komsiluk* résiduel. De même, de nombreux Bosniaques, serbes, croates et musulmans, ruraux et urbains, déplacés ou non, regrettent leur ancien voisin, prennent de ses nouvelles au téléphone ou par amis interposés, le rencontrent sur la ligne de démarcation ou dans une ville étrangère, et reviennent parfois visiter leur ancien lieu de résidence sous sa protection personnelle. Ces pratiques, très répandues dans la réalité de l'après-guerre, peuvent être qualifiées de *komsiluk* virtuel.

Ces *komsiluk* résiduel ou virtuel n'ont guère qu'une signification individuelle et symbolique, et ne sauraient suffire pour ressusciter une société pluricommunautaire ou engendrer une légitimité politique partagée. Quand les partis et mouvements citoyens, ou certaines organisations non-gouvernementales, entendent faire du *komsiluk* le socle et l'étendard d'une citoyenneté bosniaque à venir, ils prennent donc leurs désirs pour la réalité ou, pour parler comme Eric Hobsbawm, leurs inventions pour de la tradition²⁶. La question de la communauté politique légitime transcende les horizons du voisinage, et la construction de la citoyenneté implique le dépassement du *komsiluk*. Que ce dépassement se solde par une communauté politique légitime partagée ou des communautés politiques légitimes antagoniques, des assimilations culturelles ou des expulsions physiques réciproques, la réintégration ou la partition de la Bosnie-Herzégovine, cela dépend d'autres facteurs qu'il convient d'identifier dans les réalités sociales d'avant-guerre, et de redécouvrir dans celles de l'après-guerre.

L'étude des élections de novembre 1990 montre en effet que le vote en faveur des partis nationalistes ou des partis citoyens était moins lié au caractère homogène ou hétérogène du lieu de résidence qu'à l'imprégnation par des mémoires régionales contrastées (lieux d'implantation précoce du mouvement des partisans *versus* bastions des mouvements tchetniks et oustachis²⁷) et à l'appartenance à des catégories sociales promues ou menacées par la modernisation (nouvelles élites professionnelles liées au secteur public, classes moyennes salariées et aristocratie ouvrière *vs.* résidus des élites traditionnelles, élites intellectuelles et politiques déclassées, populations néo-urbaines et rurales marginalisées par les déséquilibres et les blocages de l'urbanisation²⁸). Le vote nationaliste renvoie aussi à la

²⁵ Voir N. VUKADINOVIC, "La reconstruction de la Bosnie-Herzégovine. Aide internationale et acteurs locaux", *Les études du CERI*, n° 21 (décembre 1996).

²⁶ Sur l'idée que de tels contacts informels peuvent favoriser la solution politique de conflits communautaires, voir M. HADJIPAVLOU-TRIGEORGIS, "Unofficial Inter-Communal Contacts and their Contribution to Peace-Building in Conflict Societies: the Case of Cyprus", *Cyprus Review*, vol. V, n° 2 (automne 1993).

²⁷ Sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, voir Ch.-F. SOLIBES, "Mémoire officielle et mémoire officielle de la guerre en ex-Yougoslavie", *La Nouvelle Alternative*, n° 30 (décembre 1993).

²⁸ Sur l'importance de ces clivages sociaux dans les élections de 1990, voir V. KATURANIC, "Uoci novih etnopolitickih raskola: Hrvatska i Bosna i Hercegovina", *Sociologija*, vol. XXXIII, n° 3 (juillet 1991).

"conversation nationaliste" de frustrations et de peurs suscitées par la modernisation de la société bosniaque, et à leur captation par les élites néo-communautaires nées de sa "retraditionnalisation"²⁹.

En d'autres termes, dès 1990, la construction de communautés politiques légitimes antagoniques se nourrissait de la crise des identités sociales liées au système communiste et passait par la reconstruction des mémoires de la seconde guerre mondiale³⁰. Inversement, l'émergence d'une communauté politique légitime partagée dépendait moins de la simple présence du *komsiluk* que de son dépassement par des identités et des mémoires sociales transcendant les logiques communautaires, comme le suggère également la forte proportion de responsables des partis citoyens issus de familles de partisans ou de couples mixtes. L'importance des identités et des mémoires sociales transversales dans le dépassement des clivages communautaires apparaît bien à la veille du conflit, quand le mouvement syndical se joint aux manifestations pacifiques avec le slogan "Ouvriers, et pas guerriers" ("*Radnici, a ne ratnici*"), ou au lendemain du conflit, quand le maire de Tuzla oppose au slogan du SDA "Sur notre terre, dans notre foi" le slogan suivant: "Sur nos biens, dans nos usines" ("*Na nasim imanjima, u nasim fabrikama*").

Hélas, il apparaît peu probable que les identités et les mémoires sociales qui, de 1990 à 1992, n'ont pu empêcher le déchirement du tissu pluricommunautaire bosniaque, puissent aujourd'hui en recoller les morceaux. Les destructions matérielles et les mouvements de population ont terriblement affaibli les catégories sociales porteuses d'une citoyenneté bosniaque partagée: les élites décommunautarisées ont cédé la place aux nouvelles élites communautaires produites par la guerre, les classes moyennes sont paupérisées et désarticulées, et les ouvriers qu'encadraient le mouvement syndical sont réduits au chômage technique et dépendent des organisations caritatives. De façon significative, la première grève de l'après-guerre a été celle des professions médicales, la seule catégorie dont la cohésion et l'identité professionnelles aient été renforcées par la guerre (les mauvaises langues noteront qu'en Serbie, le premier mouvement de grève de l'après-guerre a touché... l'industrie d'armement !).

Il est donc vain de vouloir s'appuyer sur les seules identités sociales d'avant-guerre pour développer ces dynamiques transversales qui, seules, peuvent contrer les logiques communautaires qui pervertissent la construction daytonienne, et favoriser l'émergence de cette communauté politique légitime partagée qui lui fait cruellement défaut. Il faut au contraire partir des identités sociales forgées dans la guerre et par la guerre, à savoir les réfugiés d'une part, les combattants d'autre part. Les réfugiés et les combattants démobilisés représentent non seulement la réalité sociale centrale de la Bosnie-Herzégovine d'après-guerre, mais aussi son principal réservoir de frustration sociale et de mobilisation politique. De la forme que prendront ces frustrations et ces mobilisations, selon qu'elles suivront des

²⁹ Sur la "retraditionnalisation" de la société yougoslave et l'émergence d'élites néo-communautaires, voir C.-U. SCHIERUP, "Quasi-proletarians and Patriarchal Bureaucracy: Aspects of Yugoslavia's Re-peripheralisation", *Soviet Studies*, vol. XLIV, n° 1, printemps 1992 (article fortement inspiré par les travaux désormais classiques du sociologue croate Josip Zupanov).

³⁰ Sur la reconstruction des mémoires de la seconde guerre mondiale à la fin des années 1980 voir I. BANAC, "The Dissolution of Yugoslav Historiography", dans S. RAMET / L. ADAMOVIĆ, *Beyond Yugoslavia. Politics, Economics and Culture in a Shattered Community*, Westview, Boulder (1995); R. HAYDEN, "Recounting the Dead: the Rediscovery and Reinterpretation of Wartime Massacres in Late- and Post-Communist Yugoslavia", dans R. WATSON (ed.), *Memory and Opposition under State Socialism*, School of American Research, Santa Fe (1994); B. DENICH, "Dismembering Yugoslavia: Nationalist Ideologies and the Symbolical Revival of Genocide", *American Ethnologist*, vol. XXI, (1994).

lignes communautaires ou transversales, dépend dans une certaine mesure l'avenir de la construction politique daytonienne et de la Bosnie-Herzégovine.

Les partis nationalistes l'ont bien compris qui, pendant la guerre, ont dû faire face à la colère des réfugiés et à la démotivation des combattants, et s'efforcent aujourd'hui d'en canaliser l'amertume en les regroupant au sein d'associations paraétatiques et en leur promettant une place privilégiée dans la privatisation du fond immobilier et du petit commerce. Les partis et les mouvements citoyens, dont les cadres sont issus de milieux urbains et ont souvent échappé à la mobilisation, semblent parfois ignorants de ces enjeux ou peu tentés de s'y investir. Un des premiers et un des rares à avoir souligné le potentiel que représentaient les combattants dans la lutte contre les partis nationalistes est Miodrag Zivanovic, président du Parti libéral à Banja Luka, et enrôlé de force dans les rangs de l'armée serbe. Dans le premier entretien qu'il ait accordé à la presse serbe indépendante après sa démobilisation, il déclarait par exemple que "la paix a été signée à Dayton. La population a fêté cela. D'après ce que m'ont dit les combattants, eux aussi l'ont fêtée dans les tranchées. Ils disent – les lignes sont très proches – que la fête était aussi intense dans les tranchées musulmanes et croates. (...) Sur les premières lignes, là où l'on meurt, il n'y a pas de nationalisme. Il n'y a rien."³¹

La seule initiative concrète prise pour développer des dynamiques transversales l'a été par Michael Steiner, adjoint du Haut représentant de l'ONU C. Bildt, qui a tenté en mars 1997 de réunir dans "Coalition pour le retour" les associations de réfugiés des différentes entités, et d'organiser par son intermédiaire des pressions politiques croisées (des associations de réfugiés serbes pour le retour des réfugiés musulmans et croates, des associations de réfugiés musulmans pour le retour des réfugiés serbes et croates, etc.). Cette initiative, qui réintroduisait les pratiques de réciprocité chères au *komsiluk* au coeur même des logiques du nettoyage ethnique, n'a malheureusement pas eu les résultats espérés et incite à modérer tout optimisme démesuré. Les formes de cristallisation des identités de guerre restent étroitement liées à celles des mémoires de la guerre, et ce n'est sans doute pas un hasard si les partis nationalistes ne cessent de commémorer les souffrances des réfugiés et des combattants comme autant de preuves du martyr et de l'héroïsme de leurs communautés respectives.

Ce constat suggère que l'avenir de la société bosniaque reste lié à la façon dont elle appréhende son passé: en cela, l'enjeu des mémoires de guerre est essentiel. Si le récent conflit continue à être expliqué en termes communautaires (guerre de religions, agression militaire serbe ou violation croato-musulmane du consociativisme), il est probable que les identités de guerre se cristalliseront selon des lignes communautaires et précipiteront le démantèlement final de la Bosnie-Herzégovine. Si, au contraire, l'accent est mis sur les dynamiques transversales qui ont alimenté ce conflit (manipulations politiques et prédatiions économiques), s'il est montré que la ligne de partage entre bourreaux et victimes ne sépare pas les communautés, mais les traverse, alors les identités et les mémoires de guerre pourront peut-être révéler leurs propres potentialités transversales, et contribuer ainsi à une éventuelle réintégration de la Bosnie-Herzégovine.

En guise de conclusion : l'occasion perdue de Srebrenica ?

De ce point de vue, la véritable occasion perdue n'est probablement pas le scrutin du 15 septembre 1996, ni même la "Coalition pour le retour" en mars 1997, mais le mouvement des femmes de Srebrenica en février 1996.

³¹ M. ZIVANOVIC, "Bolno suocavanje sa mirom", *Nasa Borba* (28 novembre 1995).

La prise de l'enclave de Srebrenica par les forces serbes en juillet 1995, suivie du massacre organisé de 5 à 8 000 hommes (selon les estimations de l'ONU) représente un des tournants majeurs du conflit, et la culmination sanglante des logiques du nettoyage ethnique. La responsabilité des dirigeants serbes dans ce crime a été clairement établie, et les lâchetés – voire les complicités – de la communauté internationale ont été maintes fois soulignées. De façon plus générale, la tragédie de Srebrenica reste étroitement liée à la construction juridique d'une mémoire de la guerre, le premier assaut contre cette enclave en février 1993 ayant poussé le Conseil de sécurité de l'ONU à créer un Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, et le massacre de juillet 1995 ayant conduit ce tribunal à inculper Radovan Karadzic et Ratko Mladic (respectivement Président de la République serbe et Commandant en chef de ses forces armées au moment des faits) de crime contre l'humanité et de génocide.

Mais la tragédie de Srebrenica renvoie aussi à d'autres mémoires plus informelles, et à d'autres responsabilités plus diffuses. En février 1996, en effet, les femmes de Srebrenica ont manifesté à Tuzla en exigeant de connaître précisément le sort des hommes disparus lors de la chute de l'enclave, et en demandant des comptes à certains responsables militaires et politiques bosniaques tels que Naser Oric, commandant de l'enclave, ou Izet Hadzic, gouverneur du canton de Tuzla. Ce mouvement des femmes de Srebrenica constituait le premier mouvement social de l'après-guerre en Bosnie-Herzégovine, et la première tentative d'opposer aux mémoires officielles de la guerre la mise en avant de ses dimensions transversales et de ses responsabilités partagées.

Or, ce mouvement n'a été ni relayé, ni même perçu par ces observateurs étrangers d'ordinaire si prompts à se soucier du sort des victimes, et plus encore à parler en leur nom. Sa neutralisation et sa récupération par le SDA a quand à elle été facilitée par la myopie politique des partis et mouvements citoyens. Au moment des manifestations de février, en effet, ceux-ci semblaient moins pressés d'apporter une réponse aux questions des femmes de Srebrenica que de savoir pour qui elles allaient voter. Dans un contexte de mobilisation électorale et de tensions politiques croissantes, ils ont préféré faire l'impasse sur un sujet explosif, et se contenter de vagues échappatoires: un débat organisé au Parlement bosniaque a simplement évoqué les erreurs et les dérives personnelles de Naser Oric, avant de rejeter la responsabilité de la chute de l'enclave et du massacre sur la communauté internationale. En cela aussi, l'organisation précipitée et volontariste d'élections générales s'est avérée contre-productive.

Quelques mois après les manifestations des femmes de Srebrenica, correspondants étrangers et célébrités diverses participaient à la commémoration de la tragédie de Srebrenica, cérémonie orchestrée par le SDA et intégrée à sa campagne électorale. Aucun de ces honorables invités n'a cru bon de s'intéresser aux incidents qui ont émaillé la cérémonie, ou tout simplement de lire la presse bosniaque. Ils auraient alors appris que ce deuil consensuel de façade dissimulait de graves polémiques et de sombres manoeuvres, comme l'illustrent en particulier les propos troublants de Ibran Mustafic, ancien député de Srebrenica, sur les circonstances de la chute de l'enclave³², ou encore ceux, délirants mais électoralement payants, de Merhunisa Komarica, Présidente de l'Union des réfugiés contrôlée par le SDA, selon lesquelles 4 300 hommes de Srebrenica seraient encore vivants et travailleraient sous une fausse identité dans les mines de Trepca, en Serbie³³.

³² Voir I. MUSTAFIC, "Predsjedništvo i generalstab su zrtvovali Srebrenicu !" ["La Présidence et l'Etat-major ont sacrifié Srebrenica !"], *Slobodna Bosna* (14 juillet 1996).

³³ Voir "U srpskim rudnicama 4 300 Srebrenicana" ["4 300 Srebreniciens dans les mines serbes"], *Oslobodjenje* (23 août 1996).

Il ne s'agit pas là de contester la réalité du crime de Srebrenica ou d'atténuer la responsabilité de ceux qui l'ont organisé: la première révisionniste dans cette affaire est Madame Komarica en personne. Au contraire, c'est bien la nature irréfutable et unique du crime perpétré par les Serbes qui permet d'en envisager toutes les circonstances et tous les aspects, sans pour autant sombrer dans des confusionnismes et des relativismes malsains. Mais s'il se confirmait que la chute de l'enclave a été organisée avec l'assentiment des plus hautes autorités bosniaques, alors la signification du crime de Srebrenica en serait radicalement modifiée, et la mémoire du conflit bosniaque avec elle. En cela, le retour à Srebrenica passe peut-être par un retour sur Srebrenica.